

COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR LA JOURNÉE MONDIALE SUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL.

Qu'est ce que les travailleurs doivent attendre de la « *Journée Mondiale sur la sécurité et la santé au travail* » du 28 avril prochain ?

Sur le site internet annonçant cette initiative, on peut lire : « Depuis 1996, chaque année, le 28 avril, le mouvement syndical mondial rend hommage aux victimes des accidents et des maladies du travail. C'est en 2003 que le BIT a entrepris d'observer une « Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail », en mettant l'accent sur la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles, tirant parti de ce qui fait traditionnellement la force de l'Organisation, à savoir le tripartisme et le dialogue social. »

Derrière cet emballage avenant, la réalité vécue au quotidien par des millions de travailleurs est éloquente : 268 millions d'accidents du travail, 1.7 millions de morts, 160 millions de nouveaux cas de maladies professionnelles par an, etc....

Plus que jamais, le travail estropie et détruit physiquement et/ou psychologiquement à tout va. Si le nombre de morts constaté par et à cause du travail est stable depuis quelques années, le nombre de maladies professionnelles est, lui, en constante augmentation et encore, elles ne sont pas toutes déclarées, de même que les accidents du travail. Le constat que notre organisation syndicale peut dresser n'est pas des plus optimistes.

Nos employeurs, loin de traiter les vraies causes des accidents au travail, à savoir, le faible niveau d'investissements qui conduit à ne plus faire de maintenance préventive ou les organisations du travail qui massacrent les travailleurs, ne font que regarder du côté des Hommes au travail.

Si un accident survient, c'est très souvent, selon eux, la faute aux comportements des travailleurs, plutôt qu'à l'organisation de l'entreprise, il est toujours plus facile de regarder ailleurs. Les élus font ce qui est en leur pouvoir au sein des entreprises, mais ils butent trop souvent sur des directions arc-boutées sur leurs certitudes, avec les conséquences néfastes que cela peut avoir.

De plus les entreprises ayant une représentation du personnel ne sont pas les plus nombreuses, il y a trop de travailleurs qui n'ont aucun délégué pour les aider à faire valoir leurs droits contre des patrons qui s'érigent en maîtres des lieux.

L'OIT dans son rapport « safework » laisse entendre que la chimie verte pourrait prendre en compte la santé de l'Homme au travail, en plus de la santé de la planète. Ceci ne doit pas nous faire oublier les nombreux morts dus à l'amiante et à d'autres polluants. La montée en puissance de la production des nanoparticules doit aussi nous interpellé sur les dangers que ces produits font courir aux travailleurs qui les produisent et les transforment, et aux consommateurs qui au final les utilisent. A la logique financière de compétitivité et de profits des employeurs, la CGT place l'humain au cœur des enjeux et de ses revendications.

Le constat dressé n'est pas des plus brillant, nous ne baisserons pas la garde dans la défense des salariés, à faire valoir leur droit, à gagner dignement leur vie sans pour autant la perdre.